

Ministère de l'éducation nationale

*Académie : ORLEANS-TOURS
RECTORAT
D'ORLEANS TOURS
D.P.E. 14*

**Ministère de l'enseignement supérieur, de la
recherche et de l'innovation
AFFECTATION
Enseignant stagiaire**

Programme: 0141 2nd DEGRE

LA RECTRICE CHANCELIERE DES UNIVERSITES

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié, portant statut particulier des professeurs certifiés ;
Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat ;
Vu l'arrêté du 9 août 2004 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation aux recteurs d'académie en matière de gestion des personnels enseignants, d'éducation, d'information et d'orientation de l'enseignement du second degré ;
Vu l'arrêté ministériel portant nomination en qualité de professeur certifié stagiaire ;

ARRETE

Article 1^{er} :

M. LE GOUALHER VINCENT

Né le : 30/04/1990

Grade : Professeur certifié de classe normale

Discipline : MATHEMATIQUES

Adresse: 26 RUE DU GRAND PRESOIR 37300 JOUE-LES-TOURS

Est affecté à compter du 01/09/2017 et jusqu'au 31/08/2018

- Sur la nature et la quotité de support : Fonctionnaire stagiaire pour y effectuer 9.00 heures au LGT GRANDMONT à TOURS CEDEX 1 (0370038R) en ENS/MATHEMATIQUES

Destinataires : Intéressé(e) (lex) Etablissement (lex) Rectorat (lex)

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
 - soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.
- Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :
- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
 - ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont dispose l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.

M. VINCENT LE GOUALHER -

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS-TOURS, le 18/07/2017

Pour la rectrice et par délégation
Pour le secrétaire général d'académie
Le chef de division des personnels
enseignants, d'éducation et psychologues
de l'éducation nationale



David ROBET

Destinataires : Intéressé(e) (lex) Etablissement (lex) Rectorat (lex)

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique.
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite - c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision - vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.